

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1933-1934

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

A

Acquisition de petites propriétés rurales. — *Voir* : Impôts : Impôts indirects.

Admission de nouveaux agents de change : Interdiction temporaire. — *Voir* : Commerce et Industrie : Agents de change.

Adultère. — *Voir* : Droit civil : mariage.

Aéronautique militaire. — *Voir* : Armée : Aéronautique.

Affaires étrangères.

AÉRONAUTIQUE : TRANSPORTS AÉRIENS. — *Voir* la sous-rubrique : Transports.

AGRICULTURE.

Œufs destinés au commerce international. Marquage. — *Voir plus loin* : Commerce et Industrie.

ARTS SCIENCES ET LETTRES.

Protection des œuvres littéraires et artistiques. — Projet de loi portant approbation de la Convention internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, conclue à Rome, le 2 juin 1928.

S. 1933-1934 n° 97 : Rapport de M. Rolin.

COMMERCE ET INDUSTRIE.

Œufs : marquage. — Projet de loi approuvant la Convention internationale pour le marquage des œufs dans le commerce international, signée à Bruxelles, le 11 décembre 1931.

S. 1933-1934 n° 123 : Rapport de M. Mullie.

DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ.

Procédure civile. — Convention anglo-belge mettant les ressortissants des deux pays sur le même pied. — Projet de loi approuvant la Convention anglo-belge sur la caution *Judicatum solvi*, l'assistance judiciaire et la contrainte par corps.

S. 1933-1934 n° 109 : Rapport de M. Orban.

FINANCES.

Impôts et questions fiscales. — Projet de loi approuvant la Convention conclue à Genève le 20 février 1933, avec les Pays-Bas, dans le but d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière fiscale.

S. 1933-1934 n° 125 : Rapport de M. Dens.

IMPÔTS. — *Voir plus haut* : Finances.

PAYS-BAS. — *Voir les sous-rubriques* : Travail et Finances.

TRANSPORTS.

Colis à transporter par bateau : Indication du poids. — Voir plus loin la sous-rubrique : Travail.
— Sécurité des ouvriers.

Transport aérien. — Projet de loi approuvant la Convention internationale pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international, et le protocole additionnel à cet acte, signés à Varsovie, le 12 octobre 1929.

S. 1933-1934 n° 153 : Rapport de M. Rolin.

TRAVAIL.

Convention d'établissement et de travail entre Ressortissants des deux Pays. — Projet de loi approuvant la Convention d'établissement et de travail, conclue à Genève, le 20 février 1933, avec les Pays-Bas.

S. 1933-1934 n° 124 : Rapport de M. Orban.

Enfants. — Projet de loi portant approbation de la Convention concernant l'âge d'admission des enfants aux travaux non industriels, adoptée par la Conférence internationale du travail en 1932.

S. 1933-1934 n° 120 : Rapport de M. Mertens.

Salaires minima : fixation. — Projet de loi portant approbation de la Convention concernant l'institution de méthodes de fixation des salaires minima.

S. 1933-1934 n° 194 : Projet du Gouvernement.

Sécurité des ouvriers. — Poids des gros colis à transporter par bateau. — Projet de loi portant approbation de la Convention concernant l'indication du poids sur les gros colis à transporter par bateau, adoptée par la Conférence internationale du Travail, au cours de sa douzième session.

S. 1933-1934 n° 121 : Rapport de M. Mertens.

Age d'admission des enfants au travail non industriel. — Voir : Affaires étrangères : Travail.

Agents de change. — Voir : Commerce et Industrie.

Agrandissement de communes. — Voir : Communes : Territoire des communes.

Agriculture.

MÉDECINE VÉTÉRINAIRE. — Voir : Enseignement : Enseignement vétérinaire.

ŒUFS DESTINÉS AU COMMERCE INTERNATIONAL : MARQUAGE. — Voir : Affaires étrangères : Commerce et Industrie.

Alcool.

PROTECTION CONTRE L'ALCOOLISME.

Projet de loi de protection contre l'alcoolisme.

S. 1933-1934 n° 115 : Rapport de M. Legrand.

— — n° 136 : Amendements du Gouvernement.

— — n° 141 : Amendements du Gouvernement.

Alimentation et ravitaillement.

ŒUFS DESTINÉS AU COMMERCE INTERNATIONAL : MARQUAGE. — Voir : Affaires étrangères : Commerce et industrie.

Annexion de territoire. — Voir : Communes : Territoires.

Armée.

AÉRONAUTIQUE.

Zone de sécurité frappée de servitudes aéronautiques : tempérants aux obligations fixées aux articles 2 et 3 de la loi du 23 juin 1930. — Projet de loi modifiant la loi du 23 juin 1930, concernant la création, autour des aérodromes utilisés par une ou des escadrilles de l'armée, d'une zone de sécurité frappée de servitudes aéronautiques.

S. 1933-1934 n° 75 : Projet du Gouvernement.

— — n° 130 : Rapport de M. le comte de la Barre d'Erquelines.

— — n° 197 : Rapport complémentaire de M. le comte de la Barre d'Erquelines.

CHEFS DE MUSIQUE. — *Voir plus loin* : Officiers.

CODE PÉNAL MILITAIRE : INFRACTIONS. — *Voir plus loin* : Justice militaire.

CONTINGENT.

Projet de loi fixant le contingent pour 1934.

S. 1933-1934 n° 48 : Rapport de M. F. Demets.

EXPROPRIATIONS POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE, EN VUE DE L'ORGANISATION DÉFENSIVE DU PAYS. — *Voir* : Expropriations.

FOURNITURES DESTINÉES A LA DÉFENSE NATIONALE. — *Voir* : Comptabilité de l'Etat. Cessions et délégations de créances.

JUSTICE MILITAIRE.

Provocations et propagandes mettant en péril le recrutement et la discipline de l'armée. — Projet de loi complétant les dispositions sur la participation aux infractions prévues par le Code pénal militaire et punissant certaines provocations publiques et propagandes systématiques qui mettent en péril le recrutement et la discipline de l'armée.

S. 1933-1934, n° 171 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — — n° 192 : Rapport de M. De Clercq, Joseph.

LIAISONS TÉLÉPHONIQUES ET TÉLÉGRAPHIQUES SOUTERRAINES ET AÉRIENNES : ÉTABLISSEMENT.

Projet de loi relatif à l'établissement des liaisons téléphoniques et télégraphiques souterraines ou aériennes pour les besoins de l'organisation défensive du Pays.

S. 1933-1934, n° 53 : Projet transmis par la Chambre.

— — — n° 62 : Rapport de M. Raport.

MILICE.

Répartition des effectifs. — Projet de loi portant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

S. 1933-1934, n° 144 : Rapport de M. Raport.

OFFICIERS.

Chefs de musique. — Projet de loi portant modification à la loi du 28 juillet 1922, relative à l'avancement des chefs de musique.

S. 1933-1934, n° 143 : Rapport de M. Raport.

PENSIONS MILITAIRES. — *Voir* : Pensions.

SOUS-OFFICIERS.

Statut. — Projet de loi concernant le statut des sous-officiers.

S. 1933-1934, n° 179 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — — n° 182 : Rapport de M. F. Demets.

PROVOCATIONS ET PROPAGANDES METTANT EN PÉRIL LE RECRUTEMENT ET LA DISCIPLINE DE L'ARMÉE. — *Voir plus haut* : Justice militaire.

Armes et munitions : fabrication, port, commerce. — *Voir* : Droit pénal : Milices privées : armes et munitions.

Arrêts des cours d'appel du Congo : recours en cassation. — *Voir* : Colonie : Impôts directs.

Article 135 du Code d'instruction criminelle. — *Voir* : Instruction criminelle : Droit d'opposition.

Article 228 du Code pénal. — *Voir* : Droit pénal : Noms, enseignes, insignes d'ordres nationaux : port illégal.

Arts, Sciences et Lettres. — *Voir* : Affaires étrangères.

Assistance judiciaire et contrainte par corps : Convention anglo-belge à ce sujet. — *Voir* : Affaires étrangères : Droit international privé : Procédure civile.

Assurances sociales.**VIEILLESSE ET DÉCÈS PRÉMATURÉ.**

Chômeurs : dispositions spéciales en leur faveur. — Projet de loi ayant pour objet de proroger les dispositions de la loi du 12 juillet 1932, prorogée par l'arrêté royal du 29 juin 1933, pris en exécution de la loi du 17 mai 1933.

S. 1933-1934, n° 186 : Rapport de M. J.-J. De Clercq.

Versements insuffisants : modification. — *Diminution de 5 p. c. : suppression.* — *Majoration gratuite : rétablissement.* — Proposition de loi modifiant la loi du 14 juillet 1930 et les arrêtés royaux des 31 mai et 14 juillet 1933 relatifs à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré.

S. 1933-1934, n° 47 : Proposition de M. Jauniaux.

Athénées. — *Voir* : Enseignement : Enseignement moyen : Etablissement d'enseignement de l'Etat.

Augmentation du nombre des établissements d'enseignement moyen de l'Etat. — *Voir* : Enseignement : Enseignement moyen : Etablissements de l'Etat.

Automobiles.

RÉGIME FISCAL DES VÉHICULES A MOTEUR. — *Voir* : Impôts : Impôts directs. Véhicules à moteur.

Avancement des chefs de musique dans l'armée. — *Voir* : Armée : Officiers.

Awirs : annexion de territoire. — *Voir* : Communes : Territoire : Liège.

B

Bail. — *Voir* : Droit civil.

Baux à loyer. — *Voir* : Droit civil : Bail.

Bons du Trésor émis par la Colonie. — *Voir* : Finances : Dette publique et emprunts.

Boulangerie fine. — *Voir* : Impôts : Impôts indirects : Taxe de luxe : Pâtisserie et boulangerie fine.

Bruxelles : avant-port. — *Voir* : Marine : Ports.

Budgets.**RÈGLEMENT DÉFINITIF.**

Exercices 1915 à 1918. — Projet de loi contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1915 à 1918.

S. 1933-1934, n° 157 : Rapport de M. le baron Houtart.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES.*Exercice 1933.*

S. 1933-1934, n° 31 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 38 : Rapport fait par M. Segers.

Exercice 1934.

S. 1933-1934, n° 5-V : Projet du Gouvernement.

— — n° 87 : Rapport de M. Segers.

AGRICULTURE ET CLASSES MOYENNES.*Exercice 1934.*

S. 1933-1934, n° 5-VIII : Projet du Gouvernement.

S — — n° 6 : Rapport de M. Limage.

COLONIES.*Dépenses métropolitaines.* — *Exercice 1934.*

S. 1933-1934, n° 5-XII : Projet du Gouvernement.

— — n° 33 : Amendements du Gouvernement (1^{re} série).

— — n° 65 : Amendements du Gouvernement (2^e série).

— — n° 86 : Rapport de M. Leyniers.

RUANDA-URUNDI.

Règlements définitifs.

Comptes des années 1926 et 1927 et budgets des années 1925 et 1926. — Projet de loi arrêtant les comptes généraux de la Colonie des années 1926 et 1927 et contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1925 et 1926.

- S. 1933-1934, n° 81 : Projet du Gouvernement.
— — n° 118 : Rapport de M. Godding.

Comptes généraux de 1920 à 1927 et Budget de 1926. — Projet de loi arrêtant les comptes généraux du Ruanda-Urundi pour les années 1920 à 1927 et contenant le règlement définitif du budget de l'exercice 1926.

- S. 1933-1934, n° 82 : Projet du Gouvernement.
— — n° 118 : Rapport de M. Godding.

Budget extraordinaire. Exercice 1934. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du Vice-Gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1934.

- S. 1933-1934, n° 101 : Projet du Gouvernement.
— — n° 127 : Amendements du Gouvernement.
— — n° 160 : Rapport de M. Van Overbergh.

Budget ordinaire. Exercice 1934. — Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1934.

- S. 1933-1934, n° 52 : Projet du Gouvernement.
— — n° 85 : Rapport de M. Leyniers. — Erratum,
— — n° 90 : Amendements du Gouvernement
— — n° 103 : Amendements du Gouvernement.

DÉFENSE NATIONALE.

Exercice 1933.

- S. 1933-1934, n° 43 : Rapport de M. Pierlot.
— — n° 57 : Projet amendé par la Chambre des Représentants.

Exercice 1934.

- S. 1933-1934, n° 5-XIII : Projet du Gouvernement.
— — n° 71 : Rapport fait par M. Raport.

DETTE PUBLIQUE.

Exercice 1934.

- S. 1933-1934, n° 22 : Rapport de M. le baron de Mévius.

DOTATIONS.

Exercice 1933.

- S. 1933-1934, n° 23 : Rapport de M. Moyersoen.

Exercice 1934.

- S. 1933-1934, n° 5-III : Projet transmis par la Chambre.
— — n° 24 : Rapport de M. Moyersoen.

Voir plus loin : Budget du Sénat.

EXTRAORDINAIRE.

Voir plus loin : Recettes et Dépenses extraordinaires.

FINANCES.

Exercice 1933.

- S. 1933-1934, n° 17 : Projet transmis par la Chambre.
— — n° 39 : Rapport de M. Van Overbergh.

Exercice 1934.

- S. 1933-1934, n° 73 : Rapport de M. Van Overbergh.

GENDARMERIE.

Exercice 1933.

- S. 1933-1934, n° 44 : Rapport de M. Pierlot.

Exercice 1934.

- S. 1933-1934, n° 72 : Rapport de M. Raport.

INDUSTRIE ET TRAVAIL.

Exercice 1933.

- S. 1933-1934, n° 34 : Projet transmis par la Chambre.
 — — n° 35 : Rapport de M. F. Demets.

Exercice 1934.

- S. 1933-1934, n° 67 : Rapport de M. F. Demets.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

Exercice 1933.

- S. 1933-1934, n° 35 : Projet transmis par la Chambre.
 — — n° 37 : Rapport de M. Carnoy.

Exercice 1934.

- S. 1933-1934, n° 5-VII : Projet transmis par la Chambre.
 — — n° 68 : Rapport de M. Carnoy.

INTÉRIEUR.

Exercice 1934.

- S. 1933-1934, n° 5-VI : Projet du Gouvernement.
 — — n° 41 : Rapport de M. le baron Delvaux de Fenffe.

JUSTICE.

Exercice 1934.

- S. 1933-1934, n° 5-IV : Projet du Gouvernement.
 — — n° 7 : Rapport de M. le baron Meyers.
 — — n° 12 : Amendement du Gouvernement (1^{re} série).
 — — n° 14 : Amendements du Gouvernement (2^e série).

NON-VALEURS ET REMBOURSEMENTS.

Exercices 1933 et 1934.

- S. 1933-1934, n° 29 : Rapport de M. Jos. De Clercq.

POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES.

Exercice 1934.

- S. 1933-1934, n° 5-XVII : Projet du Gouvernement.
 — — n° 9 : Rapport de M. de Spot.

PRÉVOYANCE SOCIALE ET HYGIÈNE.

Exercice 1933.

- S. 1933-1934, n° 42 : Rapport de M. Carpentier.
 — — n° 58 : Projet de loi transmis par la Chambre.

Exercice 1934.

- S. 1933-1934, n° 5-XI : Projet transmis par la Chambre.
 — — n° 70 : Rapport de M. Carpentier.

RECETTES ET DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

Exercice 1933.

- S. 1933-1934, n° 45 : Rapport de M. Pierlot.
 — — n° 59 : Projet transmis par la Chambre.

Exercice 1934.

- S. 1933-1934, n° 5-XIX : Projet du Gouvernement.
 — — n° 18 : Rapport de M. Pierlot.
 — — n° 19 : Amendements du Gouvernement.

RECETTES ET DÉPENSES POUR ORDRE.

Exercice 1934.

- S. 1933-1934, n° 5-XX : Projet du Gouvernement.
 — — n° 28 : Rapport de M. Jos. De Clercq.
 — — n° 30 : Amendement du Gouvernement.
 — — n° 32 : Amendements du Gouvernement (2^e série).

BUDGET DU SÉNAT.

Dotation sénatoriale pour l'exercice 1934.

- S. 1933-1934, n° 20 : Rapport du Collège des Questeurs, MM. Volckaert, Hicguet, Jos. De Clercq, le baron Delvaux de Fenffe et Van Belle. — Propositions de Budget pour l'exercice 1934.

TRANSPORTS.*Exercice 1933.*

S. 1933-1934, n° 11 : Amendements du Gouvernement (2^e série)

Exercice 1934.

S. 1933-1934, n° 5-XVI : **Projet du Gouvernement.**
 — — n° 8 : **Rapport de M. Wauoquez.**
 — — n° 10 : **Amendement du Gouvernement.**

TRAVAUX PUBLICS.*Exercice 1934.*

S. 1933-1934, n° 5-IX : **Projet du Gouvernement.**
 — — n° 15 : **Rapport de M. Lebon.**
 — — n° 21 : **Amendement du Gouvernement.**

VOIES ET MOYENS ET DISPOSITIONS D'ORDRE FINANCIER.*Exercice 1934,*

S. 1933-1934, n° 5-I : **Projet transmis par la Chambre.**
 — — n° 27 : **Rapport de M. Ingenbleek.**

CRÉDITS PROVISOIRES.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1933.

S. 1933-1934, n° 16 : **Rapport de M. le baron de Mévius.**

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1934.

S. 1933-1934, n° 51 : **Rapport de M. le baron de Mévius.**

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1934.

S. 1933-1934, n° 88 : **Projet du Gouvernement.**
 — — n° 89 : **Rapport de M. le baron de Mévius.**

CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES, RÉGULARISATIONS ET TRANSFERTS.

Exercices 1932 et antérieurs et exercice 1933. — **Projet de loi autorisant des régularisations et des transferts et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1932 et antérieurs et à l'exercice 1933.**

S. 1933-1934, n° 139 : **Projet transmis par la Chambre.**
 — — n° 149 : **Rapport de M. Jos, De Clercq.**

Avances aux communes. — **Projet de loi allouant un crédit supplémentaire pour des dépenses se rapportant à l'exercice 1934.**

S. 1933-1934, n° 155 : **Rapport de M. Moyersoën.**

Congo belge et Ruanda-Urundi.

Exercices 1929 et 1930. — **Projet de loi approuvant l'ordonnance du Gouverneur-général du 30 décembre 1933, n° 149ter, ouvrant un crédit supplémentaire au budget des dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi, pour l'exercice 1929, et opérant des virements de crédits dans les budgets extraordinaires du Congo belge de 1929 et 1930.**

S. 1933-1934, n° 114 : **Projet du Gouvernement.**
 — — n° 161 : **Rapport de M. Van Overbergh.**

Exercice 1933. — **Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 26 mars 1934, ordonnant des virements de crédits aux budgets des dépenses ordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1933.**

S. 1933-1934, n° 159 : **Rapport de M. Leyniers.**

C

Caisses de prévoyance : pensions à leur charge. — *Voir* : Pensions : Pensions à charge du Trésor public et des Caisses de prévoyance.

Candidats-notaires : programme de leurs études. — *Voir* : Enseignement : Enseignement supérieur.

Catastrophe minière de Paturages : Fief de Lambrechies. — *Voir* : 1^o Secours et subsides; 2^o Pensions : Pensions particulières.

Cessions et délégations de créances sur l'Etat belge. — *Voir* : Comptabilité de l'Etat.

Chambres législatives. - Sénat.

COMMISSIONS. — *Voir plus loin* : Listes.

DOTATION SÉNATORIALE. — *Voir* : Budgets : Budget du Sénat et Budget des Dotations.

ENQUÊTE PARLEMENTAIRE. — *Voir* cette rubrique spéciale.

IMMUNITÉ PARLEMENTAIRE. — *Voir* : plus loin Poursuites.

LISTES.

- S. 1933-1934, n° 1 : Liste alphabétique des membres du Sénat.
 — — — n° 2 : Liste des membres du Sénat et de leurs suppléants.
 — — — n° 4 : Liste des commissions permanentes.
 — — — n° 3 : Listes des projets et des propositions de loi dont le Sénat est saisi.
 — — — n° 61 : Liste des candidats présentés par la Cour de Cassation pour la place de conseiller vacante à la dite Cour, par suite de la mise à la retraite de M. Gombault.
 — — — n° 83 : Liste des candidats présentés par la Cour de Cassation pour la place de conseiller vacante à la dite Cour, par suite du décès de -M. le Conseiller Smits.

PÉTITIONS.

- S. 1933-1934, n° 79 : Feuilleton n° 1.
 — — — n° 191 : Feuilleton n° 2.

POURSUITES.

Demande en autorisation de poursuites contre M. le sénateur Lantmeeters.

- S. 1933-1934, n° 133 : Rapport de M. Ligy.

RÈGLEMENT DU SÉNAT.

Articles 28, 48, 49, 58 et 60bis (nouveau). — Propositions de modification au règlement du Sénat.

- S. 1933-1934, n° 181 : Rapport complémentaire de M. Leyniers.

Article 32. Proposition de modification.

- S. 1933-1934, n° 196 : Proposition de M. F. Demets.

Charges publiques : abaissement. — *Voir* : Finances : Pleins pouvoirs.

Chefs de musique dans l'armée. — *Voir* : Armée : Officiers.

Chemins de fer. — *Voir* : Transports.

Chômeurs : dispositions spéciales en leur faveur : prorogation. — *Voir* : Assurances sociales : Vieillesse et décès prématuré.

Choses trouvées. — *Voir* : Droit civil.

Code d'instruction criminelle. — *Voir* : Instruction criminelle.

Code pénal. — *Voir* : Droit pénal.

Collation des grades académiques. — *Voir* : Enseignement : Enseignement supérieur.

Colonies.

BUDGET DES COLONIES. — *Voir* : Budgets.

ENTREPRISES BELGO-COLONIALES. — *Voir* : 1° Impôts : Régime fiscal des entreprises belgo-coloniales; 2° plus loin la sous-rubrique : Impôts.

FINANCES.

Emprunt : garantie de l'Etat belge pour les Bons du Trésor émis par la Colonie. — *Voir* : Finances : Dette publique et Emprunts.

IMPÔTS DIRECTS.

Projet de loi relatif aux recours en cassation contre les arrêts des Cours d'Appel du Congo belge en matière d'impôts personnels et d'impôts sur les revenus.

- S. 1933-1934, n° 113 : Projet du Gouvernement.

Régime fiscal des Sociétés coloniales. — Projet de loi relatif au régime fiscal applicable en ce qui concerne les entreprises belgo-coloniales, leurs associés ainsi que les administrateurs de celles de ces firmes constituées sous la forme de sociétés par actions.

S. 1933-1934, n° 102 : Projet du Gouvernement.

Commerce et industrie.

Voir aussi : Travail.

AGENTS DE CHANGE.

Interdiction de l'admission de nouveaux agents de change. — Projet de loi prorogeant la loi du 28 décembre 1931, interdisant temporairement l'admission de nouveaux agents de change.

S. 1933-1934, n° 40 : Projet du Gouvernement.

— — — n° 46 : Rapport de M. Ligy.

ARMES ET MUNITIONS. — *Voir :* Droit pénal : Milices privées, etc.

COLIS A TRANSPORTER PAR BATEAU : CONVENTION A CE SUJET. — *Voir :* Affaires étrangères : Travail : Sécurité des ouvriers.

CONTRAT DE TRAVAIL. — *Voir :* Travail.

CRÉDIT PROFESSIONNEL : ELÉVATION DU TAUX PRÉVU A L'ARTICLE 21 DE LA LOI DE 1919.

Proposition de loi modifiant l'article 21 de la loi du 25 octobre 1919 sur le Crédit professionnel

S. 1933-1934, n° 13 : Proposition de M. de Spot.

ENTREPRISES BELGO-COLONIALES. — *Voir :* Impôts : Impôts directs : Régime fiscal des entreprises belgo-coloniales.

LICENCES.

Projet de loi portant modification à la loi du 30 juin 1931, relative à l'importation, l'exportation et le transit des marchandises et ratification des arrêtés royaux pris en application de cette même loi.

S. 1933-1934, n° 176 : Rapport de M. Mullie.

ŒUFS DESTINÉS AU COMMERCE INTERNATIONAL : MARQUAGE. — *Voir :* Affaires étrangères : Commerce et industrie.

PRUD'HOMMES. — *Voir :* Organisation judiciaire.

SALAIRES. — *Voir :* Travail.

TRAVAIL DE LA FEMME MARIÉE. — *Voir :* Travail : Femmes mariées.

TRIBUNAUX DE COMMERCE. — *Voir :* Organisation judiciaire.

VENTES AVEC PRIMES.

Proposition de loi réglementant la vente avec primes dans le commerce de détail.

S. 1933-1934, n° 189 : Proposition de loi de M. Bologne.

Commission d'enquête sur l'intrusion de la finance dans l'administration de l'Etat. — *Voir :* Enquête parlementaire.

Commissions permanentes. — *Voir :* Chambres législatives-Sénat : Listes.

Communes.

ANNEXION DE TERRITOIRE. — *Voir plus loin :* Territoire.

AWIRS. — *Voir plus loin :* Territoire : Liège.

LISTES ÉLECTORALES. — *Voir :* Lois électorales.

PERSONNEL.

Pensions du personnel communal. — Projet de loi apportant diverses modifications aux lois sur les pensions à charge du Trésor et sur les pensions à charge des Caisses de prévoyance, et à la loi du 25 avril 1933 relative à la pension du personnel communal. — *Voir :* Pensions : Pensions à charge du Trésor, etc.

SAINTE-GEORGES-TEN-DISTEL : AGRANDISSEMENT. — *Voir plus loin* : Territoire des communes.

TERRITOIRES DES COMMUNES.

Flandre occidentale. — Projet de loi portant agrandissement de la commune de Saint-Georges-ten-Distel.

S. 1933-1934, n° 138 : Rapport de M. Van Hoestenbergh.

Liège. — Projet de loi portant annexion d'une partie de Horion-Hozémont à la commune des Awirs.

S. 1933-1934, n° 126 : Rapport de M. le baron de Kerchove d'Exaerde.

Compétence des juges de paix et des tribunaux de première instance en matière de dégâts miniers. — *Voir* : Mines : Dégâts houillers.

Comptabilité de l'Etat.

CRÉANCES SUR L'ÉTAT BELGE : CÉSSIONS ET DÉLÉGATIONS.

Projet de loi relatif aux cessions et aux délégations de créances sur l'Etat belge en matière de travaux effectués pour compte de l'Etat ou de fournitures destinées à la défense nationale.

S. 1933-1934, n° 119 : Projet du Gouvernement.

Conseiller à la cour de cassation : places vacantes. — *Voir* : Chambres législatives-Sénat : Listes.

Conseils de prud'hommes. — *Voir* : Organisation judiciaire : Prud'hommes.

Contingent. — *Voir* : Armée.

Contrainte par corps : Convention anglo-belge à ce sujet. — *Voir* : Affaires étrangères : Droit international privé : Procédure civile.

Contrat de travail. — *Voir* : Travail.

Contraventions aux mesures générales d'administration intérieure. — *Voir* : Droit pénal.

Contributions. — *Voir* : Impôts.

Conventions avec des pays étrangers. — *Voir* : Affaires étrangères : aux différents objets auxquels ces conventions se rapportent.

Cour de Cassation : Conseillers. — *Voir* : Chambres législatives-Sénat : Listes.

Créances sur l'Etat belge. — *Voir* : Comptabilité de l'Etat : Créances à charge de l'Etat : Cessions et délégations de créances.

Crédit professionnel. — *Voir* : Commerce et Industrie.

Crédits provisoires. — *Voir* : Budgets.

Crédits supplémentaires. — *Voir* : Budgets.

Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat. — *Voir* : Droit pénal.

Crise économique et financière : redressement. — *Voir* : Finances : Pleins pouvoirs.

D

Débiteurs hypothécaires. — *Voir* : Droit civil : Hypothèques et privilèges.

Débroussaillage le long des voies ferrées. — *Voir* : Transports : Chemins de fer.

Décès prématuré. — *Voir* : Assurances sociales : Vieillesse et décès prématuré.

Déchéance de la nationalité. — *Voir* : Droit civil : Indigénat.

Décorations : port illégal. — *Voir* : Droit pénal : Insignes d'ordres nationaux, etc.

Défense nationale. — *Voir* : a) Armée : 1^o Justice militaire; 2^o Liaisons télégraphiques et téléphoniques; b) Expropriation.

Dégâts miniers : Compétence des juges de paix et des tribunaux de première instance. — *Voir* : Mines.

Délits contre la sûreté de l'Etat. — *Voir* : Droit pénal : Crimes et délits, etc.

Discipline de l'armée. — *Voir* : Armée : Justice militaire.

Divorce : modification de la procédure. — *Voir* : Procédure civile.

Dotation à S. M. la Reine Elisabeth. — *Voir* : Roi et Famille royale.

Dotation sénatoriale. — *Voir* : Budgets : Budget du Sénat.

Douanes et accises. — *Voir* : Impôts.

Doubles impositions et questions fiscales : Convention avec les Pays-Bas. — *Voir* : Affaires étrangères : Finances.

Droit civil.

BAIL.

Baux à loyer : nouvelles dispositions exceptionnelles : prorogation. — Projet de loi prorogeant certaines dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer.

S. 1933-1934, n^o 50 : Rapport de M. Paulsen.

CHOSSES TROUVÉES.

Proposition de loi complétant les dispositions du Code civil sur les choses trouvées.

S. 1933-1934, n^o 169 : Rapport de M. Lebon.

DIVORCE.

Modification de la procédure. — *Voir* : Procédure civile.

ENFANTS ILLÉGITIMES ET ENFANTS NATURELS.

Projet de loi portant modification des dispositions du Code civil relatives aux enfants illégitimes.

S. 1933-1934, n^o 76 : Projet du Gouvernement.
— — n^o 168 : Rapport de M. Rolin.

Proposition de loi portant modifications des dispositions du Code civil relatives aux enfants naturels.

S. 1933-1934, n^o 132 : Proposition de M. Rolin.

HYPOTHÈQUES ET PRIVILÈGES.

Projet de loi permettant d'accorder termes et délais aux débiteurs hypothécaires.

S. 1933-1934, n^o 147 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
— — n^o 167 : Rapport de M. Coenen.

Voir plus loin. — Sous-rubrique Intérêt conventionnel.

Privilèges au profit du vendeur d'effets mobiliers. — Projet de loi modifiant l'article 20, 5^o, de la loi du 16 décembre 1851 sur les privilèges et hypothèques et l'article 546 du Code de commerce (Loi du 16 avril 1851 sur les faillites.)

S. 1933-1934, n^o 166 : Rapport de M. Coenen.

INDIGÉNAT.

Déchéance de la nationalité. — Projet de loi concernant la déchéance de la nationalité.

S. 1933-1934, n^o 170 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
— — n^o 193 : Rapport de M. Ligy.

INTÉRÊT CONVENTIONNEL.

Projet de loi modifiant et complétant l'article 1907 du Code civil en ce qui concerne l'intérêt conventionnel.

- S. 1933-1934, n° 148 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
 — — — n° 165 : Rapport de M. Coenen.

MARIAGE.

Projet de loi modifiant l'article 298 du Code civil.

- S. 1933-1934, n° 151 : Projet réamendé par la Chambre des Représentants.

TESTAMENTS.

Projet de loi sur le dépôt des testaments olographes et des testaments mystiques.

- S. 1933-1934, n° 150 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Droit commercial.**AGENTS DE CHANGE.**

Projet de loi prorogeant la loi du 28 décembre 1931 interdisant temporairement l'admission de nouveaux agents de change. — Voir : Commerce et Industrie : Agents de change.

PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES : PRIVILÈGES EN CAS DE FAILLITE. — Voir : Droit civil : Hypothèques et Privilèges.

Droit constitutionnel.**POUVOIR EXÉCUTIF.**

Sanction et promulgation des lois. — Projet de loi portant modification à l'article 3 de la loi du 18 avril 1898, modifié par l'article 1^{er} de la loi du 28 décembre 1909 sur la sanction et la promulgation des lois.

- S. 1933-1934, n° 92 : Projet transmis par la Chambre.
 — — — n° 96 : Rapport de M. Coenen.

Droit d'opposition. — Voir : Instruction criminelle.

Droit international. — Voir : Affaires étrangères.

Droit pénal.

CONTRAVENTIONS AUX MESURES GÉNÉRALES D'ADMINISTRATION INTÉRIEURE. RÈGLEMENTS D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE POUR LESQUELS IL N'A PAS ÉTÉ STIPULÉ DE PEINES SPÉCIALES.
 Projet de loi modifiant les articles 1 et 2 de la loi du 6 mars 1818 concernant les peines à infliger pour des contraventions aux mesures générales d'administration intérieure, ainsi que les peines qui pourront être statuées par les règlements des autorités provinciale ou communale et l'article 2 de la loi du 1^{er} mai 1849 sur les tribunaux de police simple et correctionnelle.

- S. 1933-1934, n° 122 : Rapport de M. le baron Delvaux de Fenffe.

CRIMES ET DÉLITS CONTRE LA SURETÉ DE L'ÉTAT.

Projet de loi relatif aux crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat.

- S. 1933-1934, n° 106 : Projet du Gouvernement.
 — — — n° 128 : Rapport de M. J.-J. De Clercq.

INSIGNES D'ORDRES NATIONAUX, NOMS, ENSEIGNES : PORT ILLÉGAL.

Projet de loi complétant le texte de l'article 228 du Code pénal.

- S. 1933-1934, n° 105 : Projet transmis par la Chambre.

MILICES PRIVÉES : EXERCICES COLLECTIFS, ARMES ET MUNITIONS.

Projet de loi interdisant les milices privées et complétant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions.

- S. 1933-1934, n° 163 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
 — — — n° 184 : Rapport de M. J.-J. De Clercq.

OUTRAGES ET INJURES : RÉPRESSION.

Projet de loi complétant la législation réprimant les outrages et les injures.

- S. 1933-1934, n° 164 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
 — — — n° 183 : Rapport de M. Lebon.

PROVOCATIONS AU REFUS DE SERVICE MILITAIRE. — *Voir* : Armée : Justice militaire.

Droits d'enregistrement des petites propriétés rurales. — *Voir* : Impôts : Impôts indirects.

E

Electorat et élections pour les tribunaux de commerce. — *Voir* : Organisation judiciaire : Tribunaux de commerce.

Emprunts. — *Voir* : Finances : Dette publique et emprunts.

Enfance.

ŒUVRE NATIONALE DE L'ENFANCE.

Proposition de loi modifiant la loi du 5 septembre 1919 instituant l'Œuvre nationale de l'Enfance.

S. 1933-1934, n° 95 : Proposition de M^{me} Spaak.

PROTECTION DE L'ENFANCE.

Projet de loi modifiant la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance.

S. 1933-1934 n° 152 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

TRAVAIL DES ENFANTS : CONVENTION A CE SUJET. — *Voir* : Affaires étrangères : Travail.

Enfants illégitimes et enfants naturels. — *Voir* : Droit civil : Enfants illégitimes et enfants naturels.

Enquête parlementaire.

ENQUÊTE SUR L'INTRUSION DE LA FINANCE DANS L'ADMINISTRATION DE L'ÉTAT.

Proposition d'institution d'une Commission d'Enquête sur l'intrusion de la finance dans l'Administration de l'État.

S. 1933-1934, n° 26 : Proposition de M. Rolin.

Enseignement.

FONDS DES MIEUX DOUÉS.

Projet de loi modifiant l'article 4 de la loi organique des Fonds des Mieux Doués.

S. 1933-1934, n° 156 : Rapport de M. le baron de Kerchove d'Exaerde.

ENSEIGNEMENT MOYEN.

Etablissements de l'Etat : Augmentation du nombre. — Projet de loi relatif à l'augmentation du nombre des établissements d'enseignement moyen de l'Etat.

S. 1933-1934 n° 69 : Rapport de M. Petitjean.

S. — — n° 158 : Rapport complémentaire de M. Huisman Van den Nest.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

Candidats-notaires : Programme de leurs études. Prorogation du délai d'application du régime de la loi de 1891. — Projet de loi modifiant l'article 47 de la loi du 21 mai 1929 sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.

S. 1933-1934, n° 112 : Rapport de M. Carnoy.

Peines académiques. — Projet de loi modifiant l'article 24 de la loi du 15 juillet 1849, organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'Etat.

S. 1933-1934, n° 195 : Projet du Gouvernement.

ENSEIGNEMENT VÉTÉRINAIRE.

Projet de loi instituant une école de médecine vétérinaire annexée à la faculté de médecine de l'Université de Gand.

S. 1933-1934, n° 142 : Rapport de M. Vandeweerd.

Entrepreneurs de travaux publics. — *Voir* : Comptabilité de l'Etat : Créances à charge de l'Etat : Cessions et délégations.

Etablissements d'enseignement moyen. — *Voir* : Enseignement : Enseignement moyen.

Etudes universitaires. — *Voir* : Enseignement : Enseignement supérieur.

Exportation de marchandises. — *Voir* : Commerce et industrie : Licences.

Expropriations.

EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE. — ORGANISATION DÉFENSIVE DU PAYS : FORMALITÉS A OBSERVER.

Projet de loi complétant, dans l'intérêt de l'organisation défensive du territoire, les lois sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

S. 1933-1934, n° 54 : Projet transmis par la Chambre.
S. — — n° 63 : Rapport de M. Ligy.

F

Faillites : privilèges en cas de faillite. — *Voir* : Droit civil : Hypothèques et Privilèges.

Femmes mariées. — *Voir* : Travail.

Finances.

BUDGETS. — *Voir* : la rubrique spéciale.

CRÉANCES SUR L'ÉTAT BELGE : CÉSSIONS ET DÉLÉGATIONS. — *Voir* : Comptabilité de l'Etat.

CRÉDITS PROVISOIRES ET CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES. — *Voir* : Budgets.

DETTE PUBLIQUE ET EMPRUNTS.

Garantie de la Belgique au remboursement de Bons du Trésor émis par la Colonie. — Projet de loi accordant la garantie de la Belgique au remboursement de Bons du Trésor émis par la Colonie.

S. 1933-1934, n° 80 : Rapport de M. Ingenbleek.

Projet de loi accordant la garantie de l'Etat belge au remboursement de Bons du Trésor émis par la Colonie.

S. 1933-1934, n° 91 : Projet du Gouvernement.
S. — — n° 100 : Rapport de M. Ingenbleek.

DOTATION DE S. M. LA REINE ÉLISABETH. — *Voir* : Roi et Famille royale.

EMPRUNTS.

Garantie de la Belgique. — Projet de loi accordant la garantie de la Belgique au remboursement de Bons du Trésor émis par la Colonie. — *Voir plus haut* : Dette publique et Emprunts.

ENQUÊTE SUR L'INTRUSION DE LA FINANCE DANS L'ADMINISTRATION DE L'ÉTAT. — *Voir* : Enquête parlementaire.

HYPOTHÈQUES. — *Voir* : Droit civil.

IMPÔTS. — *Voir* : la rubrique spéciale : Impôts.

INTÉRÊT CONVENTIONNEL. — *Voir* : Droit civil.

LISTE CIVILE DE S. M. LÉOPOLD III. — *Voir* : Roi et Famille royale.

PLEINS POUVOIRS.

Projet de loi attribuant au Roi certains pouvoirs en vue du redressement économique et financier et de l'abaissement des charges publiques.

S. 1933-1934, n° 177 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
S. — — n° 178 : Rapport de M. Moyersoen.

Fonds des Mieux Doués. — *Voir* : Enseignement.

Fraude en matière de douane et d'accise. — *Voir* : Impôts : Douanes et accises.

G

Garantie de l'Etat. — *Voir* : Finances : Dette publique et Emprunts.

Grades académiques. — *Voir* : Enseignement : Enseignement supérieur.

Guerre.

EXPROPRIATIONS EN VUE DE L'ORGANISATION DÉFENSIVE DU PAYS. — *Voir* : Expropriations

FOURNITURES DESTINÉES A LA DÉFENSE NATIONALE. — *Voir* : Comptabilité de l'Etat.

LIAISONS TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES EN VUE DE L'ORGANISATION DÉFENSIVE DU PAYS. — *Voir* : Armée.

INVALIDES DE LA GUERRE.

Projet de loi relatif aux opérations de prêts de l'Œuvre nationale des invalides de la guerre.

S. 1933-1934, n° 188 : Rapport de M. Mullie.

H

Hygiène et Santé.

PROTECTION CONTRE L'ALCOOLISME. — *Voir* : Alcool.

Hypothèques et privilèges. — *Voir* : Droit civil.

I

Immunité parlementaire. — *Voir* : Chambres législatives : Poursuites.

Importation et transit de marchandises. — *Voir* : Commerce et industrie : Licences.

Impôts.

ACCISES. — *Voir plus loin* : Douanes et accises.

CONTRIBUTION FONCIÈRE. — *Voir plus loin* : Impôts directs.

DOUANES ET ACCISES.

Fraude : Répression. — Projet de loi établissant de nouvelles mesures pour réprimer la fraude en matière de douane et d'accise.

S. 1933-1934, n° 140 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

DOUBLES IMPOSITIONS ET QUESTIONS FISCALES : CONVENTION AVEC LES PAYS-BAS. — *Voir* : Affaires étrangères : Finances.

IMPÔTS DIRECTS.

Arrêts des Cours d'Appel du Congo belge : Recours en Cassation. — Projet de loi relatif au recours en Cassation contre les arrêts des Cours d'Appel du Congo Belge en matière d'impôts personnels et d'impôts sur les revenus.

S. 1933-1934, n° 113 : Projet du Gouvernement.

Contribution foncière : mise à charge du propriétaire. — Proposition de loi mettant la contribution foncière à charge du propriétaire.

S. 1933-1934, n° 108 : Proposition de M. Wauters.

Régime fiscal des entreprises belgo-coloniales. — Projet de loi relatif au régime fiscal applicable, en ce qui concerne les entreprises belgo-coloniales, leurs associés, ainsi que les administrateurs de celles de ces firmes constituées sous la forme de sociétés par actions.

S. 1933-1934, n° 102 : Projet du Gouvernement.

Véhicules à moteur : régime fiscal. Modification. — Projet de loi portant révision du régime fiscal des transports sur routes par véhicules à moteur.

S. 1933-1934, n° 60 : Projet transmis par la Chambre.
— — n° 64 : Rapport de M. Jos. De Clercq.

IMPÔTS INDIRECTS.

Droit enregistrement : Petites propriétés rurales. — Projet de loi modifiant la loi du 21 mai 1897 réduisant les droits d'enregistrement et de transcription pour l'acquisition de petites propriétés rurales.

S. 1933-1934, n° 180 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
— — n° 187 : Rapport de M. Mullie.

Taxe de luxe : Pâtisserie et boulangerie fine. — Projet de loi portant modification au régime de la taxe de luxe pour les produits de la pâtisserie et de la boulangerie fine.

S. 1933-1934, n° 117 : Rapport de M. Moyersoen.

RECOURS EN CASSATION CONTRE LES ARRÊTS DES COURS D'APPEL DU CONGO BELGE EN MATIÈRE D'IMPÔTS : *Voir* : Colonie : Impôts directs.

RÉGIME FISCAL DES ENTREPRISES COLONIALES. — *Voir plus haut* : Impôts directs.

TAXE DE LUXE : BOULANGERIE FINE, PATISSERIE. — *Voir plus haut* : Impôts indirects.

VÉHICULES A MOTEUR. — *Voir plus haut* : Impôts directs.

Incendies de forêts. — *Voir* : Chemins de fer : Débroussaillage le long des voies ferrées : Servitude.

Indigénat. — *Voir* : Droit civil.

Industrie. — *Voir* : Commerce et industrie.

Injures : Répression. — *Voir* : Droit pénal : Outrages et injures.

Insignes d'ordres nationaux : Port illégal. — *Voir* : Droit pénal : Insignes, noms, enseignes, etc.

Installations maritimes de Bruxelles. — *Voir* : Marine : Ports : Bruxelles.

Instruction. — *Voir* : Enseignement.

Instruction criminelle.

DROIT D'OPPOSITION.

Projet de loi modifiant l'article 135 du Code d'instruction criminelle.

S. 1933-1934, n° 94 : Projet transmis par la Chambre.

Intérêt conventionnel. — *Voir* : Droit civil.

Intrusion de la finance dans l'Administration de l'Etat. — *Voir* : Enquête parlementaire.

Invalides de la guerre. — *Voir* : 1^o Guerre; 2^o Pensions : Pensions militaires.

J

Juges de paix. — *Voir* : Organisation judiciaire.

L

Lambrechies : Catastrophe minière. — *Voir* : 1^o Secours et subsides; 2^o Pensions : Pensions particulières.

Langues.

EMPLOI DES LANGUES EN MATIÈRE JUDICIAIRE. — *Voir* : Organisation judiciaire : Langues.

Liaisons téléphoniques et télégraphiques en vue de l'organisation défensive du Pays. —
Voir : Armée.

Licences. — *Voir* : Commerce et industrie.

Liste civile de S. M. le Roi Léopold III : fixation. — *Voir* : Roi et Famille royale.

Listes électorales. — *Voir* : Lois électorales.

Listes des membres du Sénat. — *Voir* : Chambres législatives-Sénat.

Loi coloniale. — *Voir* : Colonie : Impôts directs.

Lois électorales.

LISTES ÉLECTORALES : REVISION.

Projet de loi tendant à reporter à 1935 la revision des listes électorales qui, aux termes de l'article 11 du Code électoral et de l'article 4, alinéa 2, de la loi électorale communale, doit avoir lieu en 1934.

S. 1933-1934, n° 137 : Rapport de M. le baron de Kerehove d'Exaerde.

Lois : sanction et promulgation. — *Voir* : Droit constitutionnel : Pouvoir exécutif.

M

Majoration de la rente de vieillesse. — *Voir* : Assurances sociales : Vieillesse et décès.

Marchandises : importation, exportation et transit. — *Voir* : Commerce et industrie : Licences.

Mariage. — *Voir* : Droit civil.

Marine.

INDICATION DU POIDS DES GROS COLIS A TRANSPORTER PAR BATEAU : CONVENTION A CE SUJET.
 — *Voir* : Affaires étrangères : Transports.

PORTS.

Bruxelles. — Projet de loi approuvant la Convention conclue, le 18 avril 1934, en vue de l'aménagement et de l'extension de l'avant-port de Bruxelles.

S. 1933-1934, n° 134 Projet du Gouvernement.

— — n° 146 Rapport de M. Arm. Huysmans.

Marquage des oeufs destinés au commerce international. — *Voir* : Affaires étrangères : Commerce et industrie.

Médecine vétérinaire. — *Voir* : Enseignement : Enseignement vétérinaire.

Mieux Doués (Fonds des). — *Voir* : Enseignement : Fonds des Mieux Doués.

Milice. — *Voir* : Armée.

Milices privées : interdiction. — *Voir* : Droit pénal.

Mines.

CATASTROPHE DE LAMBRECHIES. — *Voir* : 1° Secours et subsides; 2° Pensions : Pensions particulières.

DÉGATS HOUILLERS.

Compétence des juges de paix en matière de dégats miniers. — Projet de loi modifiant la compé-

tence des juges de paix et celle des tribunaux de première instance, en matière d'actions en réparation des dommages causés par travaux exécutés dans les mines.

- S. 1933-1934, n° 56 Rapport de M. le baron Meyers (Texte réamendé par la Chambre des Représentants).
 — — n° 77 Amendements du Gouvernement au texte réamendé.
 — — n° 107 Projet réamendé par la Chambre des Représentants.

Munitions. — *Voir* : Droit pénal : Milices privées ; armes et munitions.

N

Nationalité. — *Voir* : Droit civil : Indigénat.

Noms. Insignes. Enseignes : port illégal. — *Voir* : Droit pénal : Insignes, etc,

O

Œufs destinés au commerce international : marquage. — *Voir* : Affaires étrangères : Commerce et industrie.

Œuvre nationale de l'Enfance. — *Voir* : Enfance.

Œuvre nationale des Invalides de la guerre. — *Voir* : Guerre : Invalides de la guerre.

Œuvres littéraires et artistiques : Convention relative à leur protection. — *Voir* : Affaires étrangères : Arts, Sciences et Lettres.

Officiers. — *Voir* : Armée.

Organisation défensive du pays. — *Voir* : 1° Armée : Liaisons télégraphiques et téléphoniques : établissement ; 2° Expropriations : Expropriations pour cause d'utilité publique ; 3° En ce qui concerne les fournitures destinées à la défense nationale, la rubrique : Comptabilité de l'État : Créances à charge de l'État : Cessions et délégations.

Organisation judiciaire.

COMPÉTENCE. — *Voir* : Mines : Dégats houillers.

COUR DE CASSATION : LISTE DE CANDIDATS POUR LA PLACE DE CONSEILLER. — *Voir* : Chambres législatives - Sénat : Listes.

JUGES DE PAIX : COMPÉTENCE EN MATIÈRE DE DÉGATS MINIERS. — *Voir* : Mines : Dégats houillers.

LANGUES.

Projet de loi concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

S. 1933-1934, n° 135 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

PRUD'HOMMES.

Proposition de loi portant révision de la loi du 9 juillet 1926 sur les Conseils de prud'hommes.

S. 1933-1934, n° 162 : Proposition de M. Van Roosbroeck.

RECOURS EN CASSATION CONTRE LES ARRÊTS DES COURS D'APPEL DU CONGO. — *Voir* : Colonie : Impôts directs.

TRIBUNAUX DE POLICE SIMPLE ET CORRECTIONNELLE : MODIFICATION A L'ARTICLE 2 DE LA LOI Y RELATIVE. — *Voir* : Droit pénal : Contraventions aux mesures générales d'administration intérieure.

TRIBUNAUX DE COMMERCE.

Projet de loi relatif à l'électorat et aux élections pour la formation des tribunaux de Commerce

S. 1933-1934, n° 93 : Projet transmis par la Chambre.

— — n° 104 : Rapport de M. Jos. De Clercq.

Ouragan du 17 mars 1934. — *Voir* : Secours et subsides.

Outrages et injures : répression. — *Voir* : Droit pénal.

Ouvriers : Paiement des salaires. — *Voir* : Travail : Salaires.

P

Paiement des pensions. — *Voir* : Pensions.

Paiement des salaires aux ouvriers. — *Voir* : Travail : Salaires.

Pâtisserie et boulangerie fine. — *Voir* : Impôts : Impôts indirects : Taxe de luxe.

Pâturages : catastrophe minière du Fief de Lambrechies. — *Voir* : 1° Secours et subsides ; 2° Pensions : Pensions particulières.

Pays-Bas : Conventions avec ce pays. — *Voir* : Affaires étrangères : a) Finances ; b) Travail.

Peines académiques. — *Voir* : Enseignement supérieur.

Pensions.

PAIEMENT DES PENSIONS.

Proposition de loi assurant le paiement des pensions dès la mise à la retraite des anciens serviteurs de l'Etat.

S. 1933-1934, n° 172 : Rapport de M. Jos. De Clercq.

PENSIONS CIVILES.

Projet de loi apportant diverses modifications aux lois sur les pensions à charge du Trésor et sur les pensions à charge des Caisses de prévoyance, et à la loi du 25 avril 1933, relative à la pension du personnel communal.

S. 1933-1934, n° 49 : Projet transmis par la Chambre.
— — n° 55 : Rapport de M. le baron Houtart.

PENSIONS DE VIEILLESSE. — *Voir* : Assurances sociales : Vieillesse et décès.

PENSIONS MILITAIRES.

Projet de loi complétant l'article 3 de la loi du 21 juillet 1930 portant augmentation de certaines pensions et allocations prévues aux titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires.

S. 1933-1934, n° 175 : Rapport de M. Jos. De Clercq.

Projet de loi modifiant, abrogeant ou complétant certaines dispositions contenues dans les articles 2, 3, 12, 13, 27 et 28 des lois coordonnées sur les pensions militaires.

S. 1933-1934, n° 131 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
— — n° 145 : Rapport de M. Raport.

PENSIONS PARTICULIÈRES.

Projet de loi accordant à charge du Trésor public des pensions viagères aux veuves des fonctionnaires morts victimes de leur dévouement, lors de la catastrophe du Fief de Lambrechies.

S. 1933-1934, n° 174 : Rapport de M. Philips.

VEUVES DES FONCTIONNAIRES VICTIMES DE LEUR DÉVOUEMENT LORS DE LA CATASTROPHE DE LAMBRECHIES. — *Voir* : plus haut : Pensions particulières.

VIEILLESSE ET DÉCÈS PRÉMATURÉ. — *Voir* : Assurances sociales.

Personnel communal : pensions. — *Voir* : Pensions : Pensions civiles.

Pétitions. — *Voir* : Chambres législatives-Sénat.

Pleins pouvoirs. — *Voir* : Finances.

Port des armes et des munitions. — *Voir* : Droit pénal : Milices privées, armes et munitions.

Ports. — *Voir* : Marine.

Poursuites à charge de M. le sénateur Lantmeeters. — *Voir* : Chambres législatives : Sénat : Poursuites.

Pouvoir exécutif. — *Voir* : Droit constitutionnel.

Pouvoirs spéciaux. — *Voir* : Finances : Pleins pouvoirs.

Prêts aux invalides de la guerre. — *Voir* : Guerre : Invalides de la guerre.

Primes. — *Voir* : Commerce et industrie : Ventes avec primes.

Privilèges. — *Voir* : Droit civil : Hypothèques et privilèges.

Procédure civile.

CAUTION JUDICATUM SOLVI, ASSISTANCE JUDICIAIRE ET CONTRAINTE (PAR CORPS : CONVENTION ANGLO-BELGE A CE SUJET. — *Voir* : Affaires étrangères : Droit international privé : Procédure civile.

DIVORCE.

Proposition de loi tendant à modifier les règles de la procédure en matière de divorce.
S. 1933-1934, n° 66 : Rapport de M. Orban.

Produits de la pâtisserie et de la boulangerie. — *Voir* : Impôts : Impôts indirects : Taxe de luxe.

Promulgation des lois. — *Voir* : Droit constitutionnel : Pouvoir exécutif.

Projets et propositions de loi dont le Sénat est saisi. — *Voir* : Chambres législatives-Sénat : Listes.

Propriétés foncières. — *Voir* : Impôts : Impôts directs : Contribution foncière.

Propriétés rurales : acquisitions. — *Voir* : Impôts : Impôts indirects.

Protection de l'Enfance. — *Voir* : Enfance.

Protection contre l'Alcoolisme. — *Voir* : Alcool.

Protection des oeuvres littéraires et artistiques. — *Voir* : Affaires étrangères : Arts, Sciences et Lettres.

Prud'hommes. — *Voir* : Organisation judiciaire.

R

Recours en cassation contre les arrêts des Cours d'Appel du Congo en matière d'impôts.
— *Voir* : Colonie : Impôts directs.

Recrutement. — *Voir* : Armée : 1^o Justice militaire ; 2^o Milice.

Redressement économique et financier. — *Voir* : Finances : Pleins pouvoirs

Refus de service militaire. — *Voir* : Armée : Justice militaire.

Régie des télégraphes et des téléphones. — *Voir* : Télégraphes et téléphones.

Régime fiscal des entreprises belgo-coloniales. — *Voir* : Impôts : Impôts directs.

Régime fiscal des véhicules à moteur. — *Voir* : Impôts : Impôts directs : Véhicules à moteur.

Règlement du Sénat. — *Voir* : Chambres législatives-Sénat.

Régularisations. — *Voir* : Budgets : Crédits supplémentaires.

Reine Elisabeth : dotation. — *Voir* : Roi et Famille royale.

Remboursement de Bons du Trésor émis par la Colonie. — *Voir* : Finances : Dette publique et emprunts.

Rente de vieillesse. — *Voir* : Assurances sociales : Vieillesse et décès.

Revision des listes électorales. — *Voir* : Lois électorales.

Roi et Famille royale.

DOTATION A S. M. LA REINE ELISABETH.

Projet de loi accordant à charge du Trésor public une dotation annuelle et viagère à S. M. la Reine Elisabeth.

S. 1933-1934, n° 99 Rapport de M. Moeyersoen.

LISTE CIVILE DE S. M. LÉOPOLD III.

Projet de loi fixant la Liste civile pour la durée du Règne du Roi Léopold III.

S. 1933-1934, n° 98 Rapport de M. Moeyersoen.

S

Saint-Georges ten Distel. — *Voir* : Communes : Territoire : Flandre occidentale.

Salaires des ouvriers. — *Voir* : Travail.

Salaires minima : Convention au sujet de leur fixation. — *Voir* : Affaires étrangères : Travail.

Sanction et promulgation des lois. — *Voir* : Droit constitutionnel : Pouvoir exécutif.

Secours et subsides.

CATASTROPHE DE PATURAGES.

Projet de loi tendant à mettre à la disposition du Gouvernement les crédits nécessaires pour venir en aide aux familles éprouvées par la catastrophe de Pâturages.

S. 1933-1934, n° 173 Rapport de M. Philips.

OURAGAN DU 17 MARS 1934.

Projet de loi tendant à mettre à la disposition du Gouvernement les crédits nécessaires pour secourir les victimes de l'ouragan du 17 mars 1934.

S. 1933-1934, n° 110 Projet du Gouvernement.

— — n° 111 Rapport de M. le baron de Kerchove d'Exaerde.

Sénat. — *Voir* : Chambres législatives.

Service militaire. — *Voir* : Armée : 1° Milice ; 2° Justice militaire.

Servitude de débroussaillage le long des voies ferrées : établissement. — *Voir* : Transports : Chemins de fer : Débroussaillage, etc.

Servitudes aéronautiques autour des aérodromes de l'armée. — *Voir* : Armée : Aéronautique.

Sociétés par actions. — *Voir* : Impôts : Impôts directs : Régime fiscal des entreprises belgo-coloniales.

Sous-officiers. — *Voir* : Armée.

Statut des sous-officiers. — *Voir* : Armée : Sous-officiers.

Subsides. — *Voir* : Secours et subsides.

Sûreté de l'Etat. — *Voir* : Droit pénal : Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat.

T

Taxes. — *Voir* : Impôts.

Télégraphes et téléphones.

LIAISONS TÉLÉPHONIQUES ET TÉLÉGRAPHIQUES POUR LES BESOINS DE L'ORGANISATION DÉFENSIVE DU PAYS. — *Voir* : Armée : Liaisons, etc.

RÉGIE.

Comptes de prévision pour 1934-1935. — Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la Régie des Télégraphes et des Téléphones pour l'exercice financier 1934-1935.

S. 1933-1934, n° 25 Projet du Gouvernement.
— — — n° 78 Rapport de M. de Spot.

Téléphones. — *Voir* : Télégraphes et téléphones.

Territoire des communes. — *Voir* : Communes.

Testaments. — *Voir* : Droit civil.

Transferts. — *Voir* : Budgets : Crédits supplémentaires.

Transit des marchandises. — *Voir* : Commerce et industrie : Licences.

Transports.

CHEMINS DE FER.

Débroussaillage le long des voies ferrées : servitude. — Projet de loi établissant la servitude de débroussaillage sur les terrains limitrophes des voies ferrées.

S. 1933-1934, n° 74 Projet du Gouvernement.
— — — n° 123 Rapport de M. le comte de la Barre d'Erquelines.

INDICATION DU POIDS DES GROS COLIS A TRANSPORTER PAR BATEAU : CONVENTION A CE SUJET. — *Voir* : Affaires étrangères : Transports.

ROUTE ET RAIL.

Projet de loi portant une meilleure coordination des transports par route et par rail.

S. 1933-1934, n° 116 Projet du Gouvernement.

Transports aériens : Conventions à leur sujet. — *Voir* : Affaires étrangères : Transports.

Transports sur routes : régime fiscal des véhicules à moteur. — *Voir* : Impôts : Impôt direct : Véhicules à moteur.

Travail.

Voir aussi : Commerce et industrie.

CONTRAT DE TRAVAIL.

Proposition de loi complétant la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail.

S. 1933-1934, n° 190 Proposition de M. Bologne.

CRÉDIT PROFESSIONNEL. — *Voir* : Commerce et industrie.

FEMMES MARIÉES.

Proposition de loi tendant à limiter le travail de la femme mariée dans les usines, dans les ateliers, sur les chantiers et dans les bureaux.

S. 1933-1934, n° 84 Proposition de M. G. Rutten.

LICENCES. — *Voir* : Commerce et industrie.

ŒUFS DESTINÉS AU COMMERCE INTERNATIONAL, MARQUAGE. — *Voir* : Affaires Étrangères : Commerce et industrie.

PRUD'HOMMES. — *Voir* : Organisation judiciaire.

SALAIRES DES OUVRIERS.

Projet de loi modifiant l'article 5 de la loi du 16 août 1887 portant réglementation du payement des salaires aux ouvriers.

S. 1933-1934, n° 154 Projet transmis par la Chambre des Représentants.
— — — n° 185 Rapport de M. J.-J. De Clercq.

SALAIRES MINIMA : FIXATION. — *Voir* : Affaires étrangères : Travail.

TRIBUNAUX DE COMMERCE. — *Voir* : Organisation judiciaire.

VENTES AVEC PRIMES. — *Voir* : Commerce et industrie.

Travaux publics.

TRAVAUX EXÉCUTÉS POUR COMPTE DE L'ÉTAT. — *Voir* : Comptabilité de l'Etat : Cessions et délégations de créances sur l'Etat belge.

Tribunaux : emploi des langues devant les tribunaux. — *Voir* : Organisation judiciaire : Langues.

Tribunaux de commerce. — *Voir* : Organisation judiciaire.

Tribunaux de première instance : compétence en matière de dégâts miniers. — *Voir* : Mines : Dégâts miniers.

Tutelle des enfants naturels et des enfants illégitimes. — *Voir* : Droit civil : Enfants naturels et enfants illégitimes.

V

Véhicules à moteur. — *Voir* : Impôts : Impôts directs : Véhicules à moteur.

Vente avec primes. — *Voir* : Commerce et industrie.

Vétérinaires. — *Voir* : Enseignement : Enseignement vétérinaire.

Victimes de l'ouragan du 17 mars 1934. — *Voir* : Secours et subsides.

Vieillesse et décès prématuré. — *Voir* : Assurances sociales.

Voies et communications. — *Voir* : Transports.

TRANSPORTS PAR ROUTE ET PAR RAIL. — *Voir* : Transports.

Voies ferrées : servitude de débroussaillage. — *Voir* : Transports : Chemins de fer : Débroussaillage, etc.

Z

Zone de sécurité autour des aérodromes militaires. — *Voir* : Armée : Aéronautique.